

# Sécurité sociale de l'alimentation : un levier pour rendre la demande solvable ?

Modélisation prospective économique et organisationnelle

09 mars 2026

Frédéric Chomé

Une étude de **FACTOR<sup>X</sup>**

pour



# Définition

## Proposition

5 eur / adulte / j  
2,5 eur / <18 ans / j

Couvre **50%**  
des dépenses alimentaires

La **sécurité sociale de l'alimentation** est une proposition qui consiste à construire une institution publique, inspirée de la sécurité sociale de la santé avec **trois objectifs** :

1. Augmenter le budget alimentaire des ménages ;
2. Dégager des financements pour la transition des systèmes alimentaires ;
3. Démocratiser le contrôle politique de l'alimentation.

Elle s'appuie sur **trois piliers** :

1. Une **cotisation proportionnelle** aux revenus;
2. Une **redistribution universelle** et;
3. Un **conventionnement démocratique** vers des produits durables, justes et en circuit- courts.

# L'approche globale : introduction

- **Modélisation d'une politique publique fictive** à la demande de FIAN/CréaSSA
  - Une politique à large échelle, pas une expérience pilote.
  - Se projeter au-delà du cadre politique actuel (qui est très insatisfaisant).
  - Nourrir l'imagination sur le long terme
  - Oser partir des problèmes de fond (y compris déséquilibre de pouvoir dans les filières)
  - Créer des solutions sans tabou (une maîtrise publique plus forte pour des prix maîtrisés)
- **Première modélisation du genre.**
  - Proposition d'un scénario parmi plusieurs possibles
  - Utiliser les bases de données existantes
  - Poser des hypothèses en l'absence d'études
- **Penser un modèle pragmatique**
  - Ex : besoin de 2-3 années entre adoption loi SSA et début mise en œuvre
  - Atteindre la couverture universelle en 16 ans (définition de catégories de bénéficiaires, priorisation de l'ordre d'entrée des catégories, octroi du droit complet en max 4 ans pour chaque catégorie)

# De la vision originale à un scénario opérationnel

## Principes fondamentaux (Porteurs de la SSA)

SSA = droit inconditionnel à un montant forfaitaire pour

(1) issus de systèmes agricoles **durables** ;

(2) qui rémunèrent correctement les producteurs (**prix justes**) ;

(3) issus de **circuits courts** (notion de production locale et de nombre d'intermédiaires) ;

(4) qui ne soient pas hyper transformés (**alimentation saine**)

et (5) dans des **commerces conventionnés**

# Principes de construction de la modélisation

Principes fondamentaux	Interprétation pour cette modélisation
Couverture universelle	Atteindre graduelle de l'objectif sur 16 ans + définition de catégories de bénéficiaires + priorisation de l'ordre d'entrée des catégories + octroi du droit complet en max 4 ans
Autres nécessités opérationnelles	Conséquences pour cette modélisation
Convaincre les producteurs de contractualiser avec l'agence SSA, donc de passer au bio	Mesures de soutien en phase de transition + achat garanti entièreté de la production
Confiance	Contrôle régulier des acteurs
Flexibilité (aléas agro-climatiques etc)	Achats 'spots' hors système SSA pour combler fraction
Approche globale	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Se projeter dans le long terme, au-delà des contraintes légales et politiques actuels. Nourrir l'imagination.</li><li>• Penser un modèle pragmatique (ex : besoin de 2-3 années entre adoption loi SSA et début mise en œuvre)</li><li>• Utiliser les bases de données existantes</li><li>• Poser des hypothèses en l'absence d'études</li></ul>	

## Déploiement graduel sur 16 ans par catégories de bénéficiaires

Tableau 2 : Projection d'une entrée progressive des bénéficiaires jusqu'à la couverture universelle

Catégorie	# de personnes	Entrée progressive
Les jeunes de 18 à 25 ans	965 000	Année 1 : 50 % Année 2 : 100 %
Les familles monoparentales	1 200 000	Année 3 : 50 % Année 4 : 100 %
Les couples avec enfants de moins de 18 ans	4 240 000	Année 5 : 25 % Année 6 : 50 % Année 7 : 75 % Année 8 : 100 %
Les personnes seules	1 866 000	Année 9 : 50 % Année 10 : 100 %
Les personnes de plus de 65 ans	2 357 000	Année 11 : 50 % Année 12 : 75 % Année 13 : 100 %
Les personnes hors des catégories précédentes	950 000	Année 14 : 50 % Année 15 : 75 % Année 16 : 100 %

# Pyramide alimentaire et production nationale (limitée par rapport aux besoins)

Illustration 1 : Modélisation des quantités annuelles pour une alimentation saine en Belgique

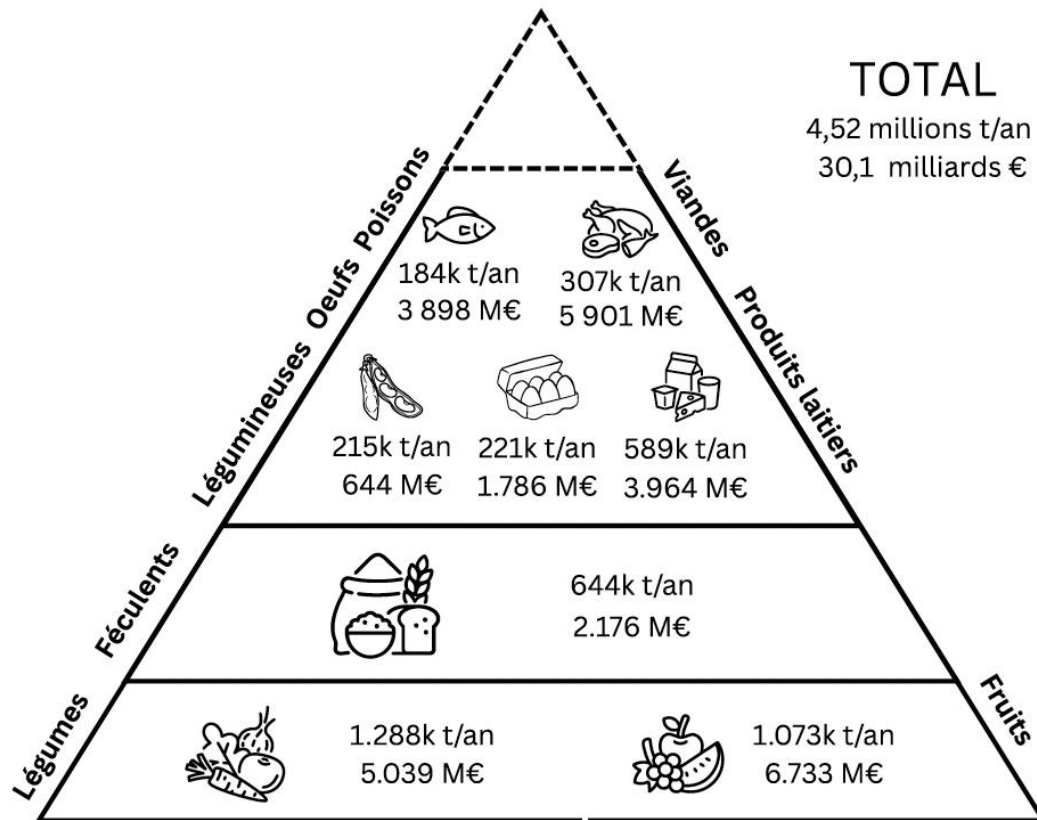
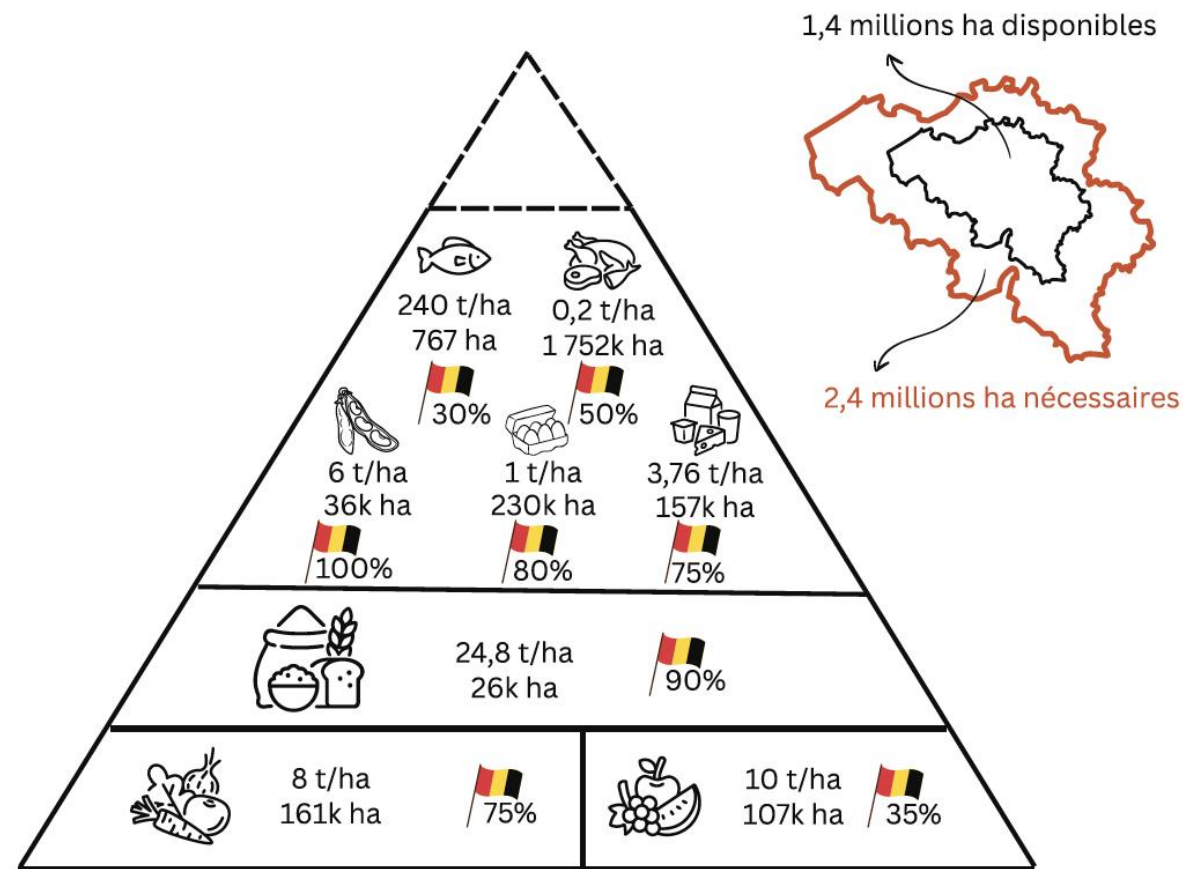


Illustration 2 : Modélisation de la surface agricole pour une alimentation saine en Belgique



# Du point de vue des producteurs

- **Contractualisation à grande échelle de la production**
  - Entre producteurs volontaires et l'agence publique SSA
  - Volumes de vente garantis : on achète tout ce que vous produisez
- **Modèle économique pour les producteurs**
  - Prix réévalués (part de la valeur ajoutée en forte augmentation)
  - Stop à la course à la croissance en taille pour focus sur la qualité
  - Financement de la transition vers le bio (ou mieux) : 500€/ha/an pour 3 ans (=20.000/an par ferme moyenne)
- **Stratégie / planification publique de transition agricole nécessaire**
  - Garantir la production locale de volumes aujourd'hui importés
  - Planification nécessaire pour ne pas se marcher sur les pieds
  - = 'Etat entrepreneur' / 'Etat stratégie'.
  - Contrôle régulier des acteurs pour créer confiance
  - Achats 'spots' hors système SSA pour combler fraction - Flexibilité (aléas agro-climatiques)
- Diversification de productions permises par le modèle économique, notamment pour les éleveurs (part de la viande en réduction dans les régimes alimentaires)
- Possibilité de cofinancer les installations de transformation additionnelles

# Répartition de la valeur ajoutée

Illustration 3 : Répartition de la valeur ajoutée actuelle (2020) en France

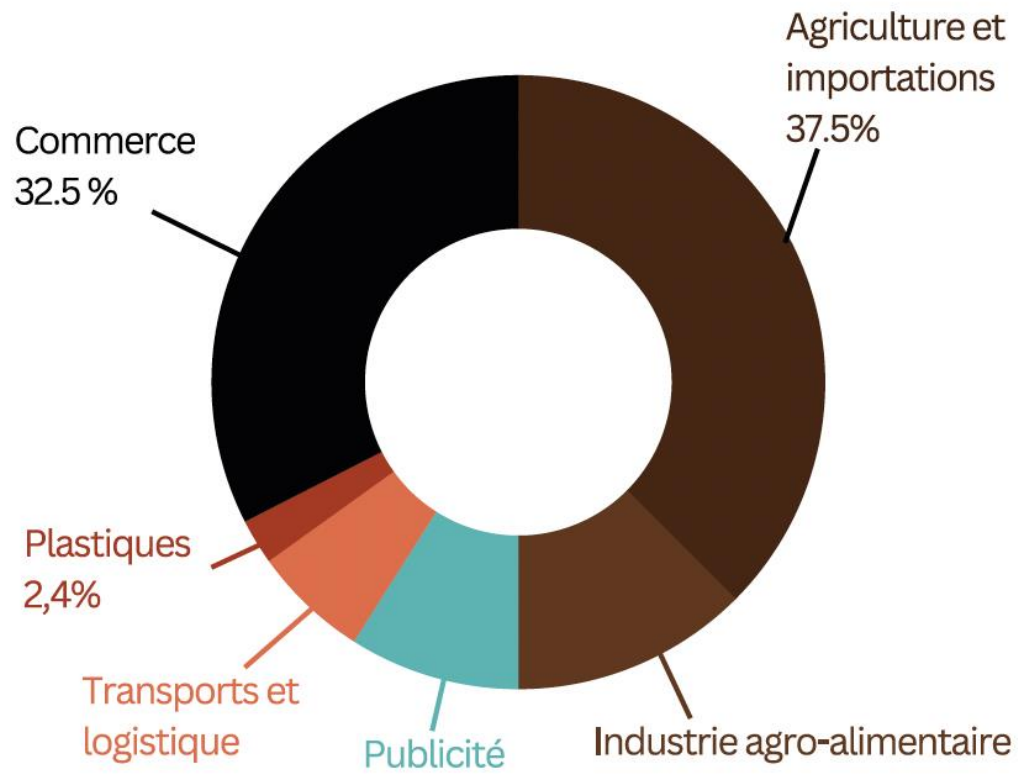
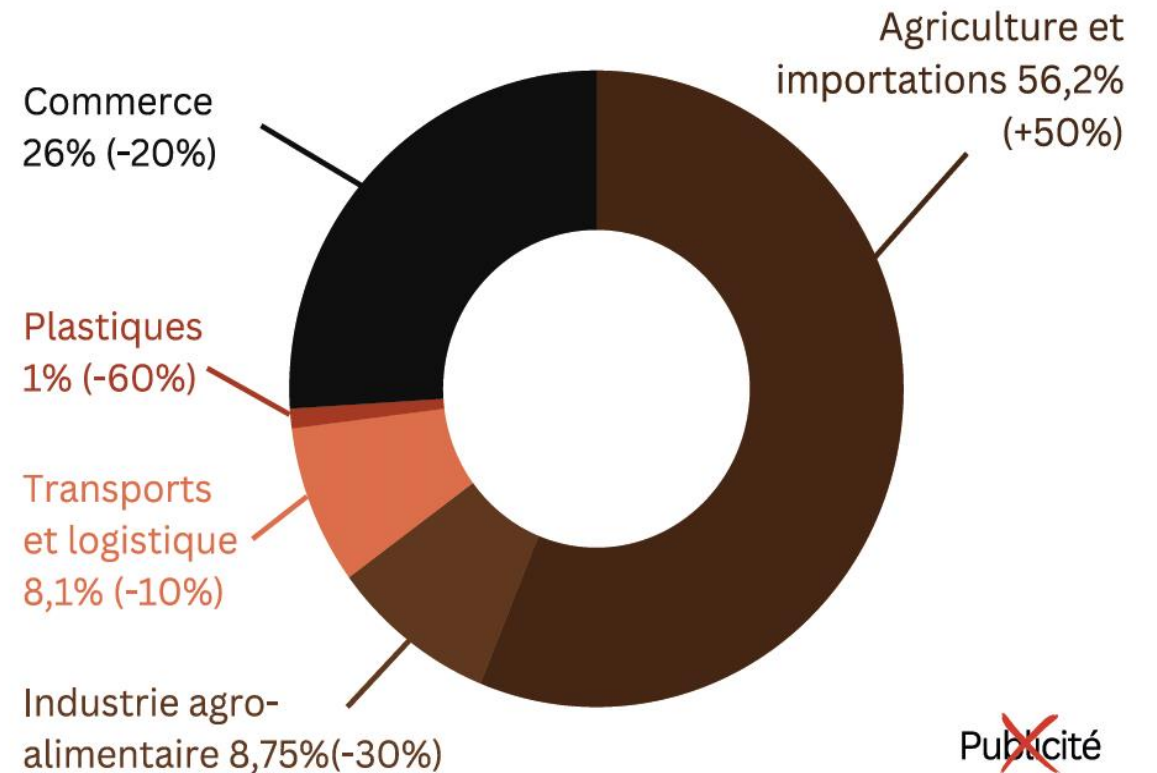


Illustration 4 : Répartition de la valeur ajoutée dans le cadre de la SSA

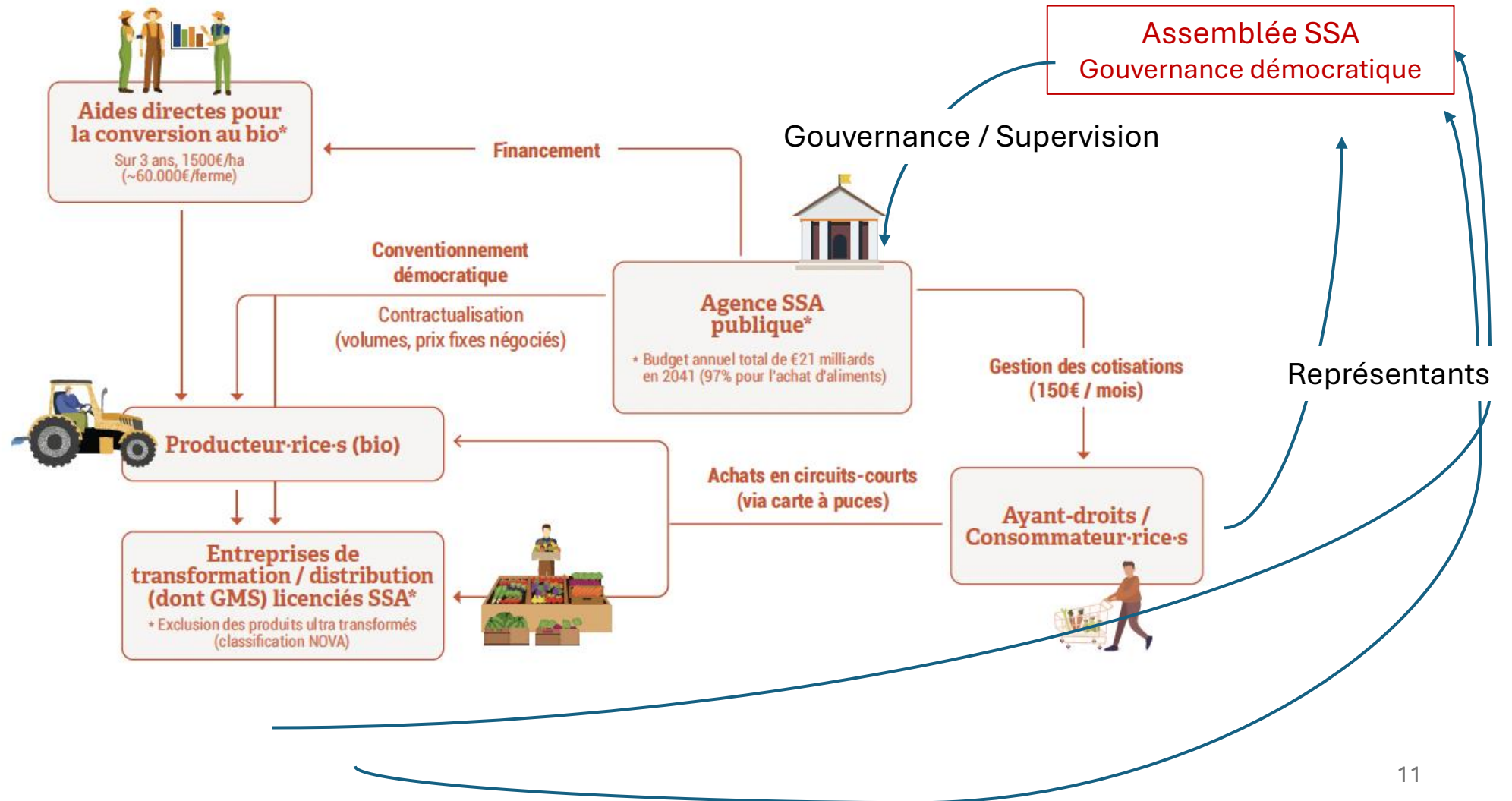


# Organiser cette nouvelle branche de la Sécu



# Gouvernance démocratique

Illustration 5 : La mise en oeuvre opérationnelle de la SSA en Belgique



# Modélisation

Interprétation en vue d'une modélisation économique

2.1. Identifier les ordres de grandeur

budget alimentaire des ménages  
budget nécessaire pour une SSA universelle

2.2. Qualifier une alimentation saine + quantifier la surface locale nécessaire

Classification Nova + Pyramide alimentaire → Besoins en aliments (T) → Superficies nécessaires (hectares)

2.3. Garantir une juste rémunération aux producteurs

Constats sur la répartition de la valeur ajoutée dans les filières → Système de chèques repas SSA non-fonctionnel → Scénario d'une agence publique qui contractualise de manière massive

Modélisation

3.1. Identifier les publics cibles

Définition de catégories → Estimation des coûts pour ces publics

3.2. Estimer la disponibilité de terres 'SSA'

Hypothèses sur croissance terres bio contractualisées SSA → Estimation de superficies 'SSA'

3.3. Définir un scénario d'entrée progressive des catégories de publics

Besoins en aliments SSA  
Coûts cumulés graduels

3.3. Estimer les coûts de mise en œuvre

Aliments SSA    Contrôle    Aides aux agrics  
Gestion chèques SSA    Pilotage Agence SSA

Itérations pour arriver à un scénario réaliste

# Choix pour le mode de financement

Choix	Interprétation pour cette modélisation
<b>1. Maintenir le principe d'une cotisation sociale (principe sécurité sociale)</b>	<b>1. Cotisation payée par les employeurs</b> , sur modèle bien connu des chèques repas. Pas de cotisation par les travailleurs dans cette modélisation
<b>2. Diversifier sources de financement pour ne pas alourdir coût travail et faire contribuer différentes catégories de citoyens</b>	<b>2. Introduction d'une taxe sur le patrimoine financier</b> : permet d'élargir l'assiette de financement de la SSA et contribue à davantage de justice fiscale (travailleurs et détenteurs de capitaux mobiliers)
<b>3. Introduire des mesures qui soutiennent la transition écologique du système alimentaire</b>	<b>3. Introduction d'une taxe sur les produits malsains et ultratransformés</b> qui contribue à réduire les externalités négatives et à faire évoluer l'entièreté du système alimentaire vers une alimentation saine <b>4. Phasing out des subsides fossiles</b>
<b>4. Intégrer les conséquences d'un pilotage public</b>	<b>5. Réduction de la fraude et de l'évasion fiscale</b> de manière graduelle dans le système SSA
<b>5. Ne pas dépendre de la réduction d'externalités négatives</b>	Pas d'anticipation d'effets positifs sur la santé des humains et des écosystèmes. La réalisation des externalités viendrait dans notre modèle en bonus

# Une SSA universelle serait viable et bénéfique

- **Scénario SSA pour 12,7 millions ayants-droits**
  - Faisabilité éprouvée (5€/jour \* 365, ½ pour enfants)
  - Couverture universelle au terme de 16 ans ( +- 3 législatures) de mise en œuvre
- **Budget SSA**
  - Coût 21,6 milliards € en année 16 (97% en aliments)
  - Etat doit financer la contribution employeurs de ses employés (1,1 milliard/an) mais faible financement public
  - Scénario modélisé est bénéficiaire (boni annuel moyen = 4,8 milliards €/an)
- **Transformation du système alimentaire**
  - 21.000 fermes bio au terme des 16 ans, conversion de 860.000 ha vers le bio (60% de la SAU)
  - Appui financier aux agriculteurs (20.000 € pour une ferme moyenne)
  - Reconfiguration des filières (shift de valeur ajoutée vers les producteurs, moins de transformation, ...)
  - Baisse des importations mais pas d'autosuffisance (35% des tonnages restent importés)
- **Réduction des externalités**
  - Externalités : de 2,2 à 4,3 € de coûts cachés par € de dépense alimentaire
  - Impact SSA :
    - Réduction des externalités : estimée à 75 millions € en année 1 à 2.8 milliards € en année 16
    - Soit 9 milliards sur 16 ans. (ordres de grandeur – grande variabilité des méthodes et chiffres )
    - A ajouter au boni du système

# Coûts cachés : Une facture salée !

- **Notre alimentation nous coûte 3 x plus cher que son prix réel** (entre 2,35 et 3,2)
  - 40% santé humaine et productivité au travail
  - 1/3 environnement et gaspillage
  - 1/4 Fraude fiscale et évasion fiscale non combattue
- **Ceci sans intégrer les coûts que nous induisons à d'autres pays** en raison de notre forte dépendance aux **importations**
- Important plus de 80% de notre alimentation, il y a fort à parier que les coûts environnementaux induits liés à la production de nos aliments soient, à la louche multipliés par 5, soit  $18,7 \times 5 = +93 \text{ Md€ de coûts externes environnementaux (100\% des coûts internes ajoutés)}$ , ceci sans compter la précarité des acteurs des filières employées
- Au total 188 000 M€ d'impacts pour 43 500 M€ de nourriture consommée
- Ratio de 4,32 euro d'impact par euro de nourriture consommée (import et export compris)

# Coûts cachés : Une facture salée !

**Pour 1 euro de dépense alimentaire, notre système produit/ nécessite 4,3 euros :**

- 0,16 euros de subsides aux acteurs des filières de production et transformation
- 0,31 euros de gaspillage alimentaire et d'aide alimentaire à ceux qui ne peuvent se permettre d'acheter à manger à leur faim
- 0,43 euros d'externalités environnementales
- 0,89 euros d'externalités sociales et sanitaires
- 0,38 euros de manque à gagner pour l'Etat suite à ses choix en matière de lutte contre les fraudes fiscales et sociales et contre l'évasion fiscale.
- 2,15 euros d'externalités environnementales d'importation des produits
- X euros (non quantifiés) d'externalités sociales et sanitaires dans les pays de production de nos aliments consommés en Belgique

# Discussion

## 1. Modélisation pionnière

- Modèle 'qui rapporte' va créer scepticisme (possibilité d'ajuster les paramètres en cours d'évolution)

## 2. Repenser la Sécu ?

- A l'encontre du courant dominant...
- Repenser la protection sociale (Vielle et al, 2025)
  - Impacts changement climatiques
  - Possibilité de faire avancer notre modèle (participation)
- Besoin de co-construction (projet JUSTFOOD, ULiège)

### Prospective participative

- Régime alimentaire
- Prix justes
- Coalition

Repenser et co-construire des politiques publiques  
One Health

### CONSTRUIRE UNE PROTECTION SOCIALE-ÉCOLOGIQUE POUR LA BELGIQUE

Rapport pour le Service public fédéral (SPF)  
Sécurité sociale

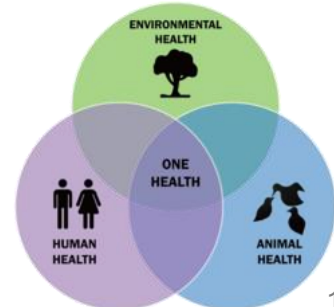
#### SYNTHÈSE

#### Auteurs :

Vielle Pascale (UCLouvain)  
François Aurore (ULB)  
Laurent Elor (Sciences Po Paris)  
Armen Chana (ULB)  
Henet Sacha (UCLouvain)  
Bauler Tom (ULB)  
Lamine Aurane (UCLouvain)  
Dorsemont Filip (UCLouvain)

Bruxelles, février 2025

ULB UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES UCLouvain



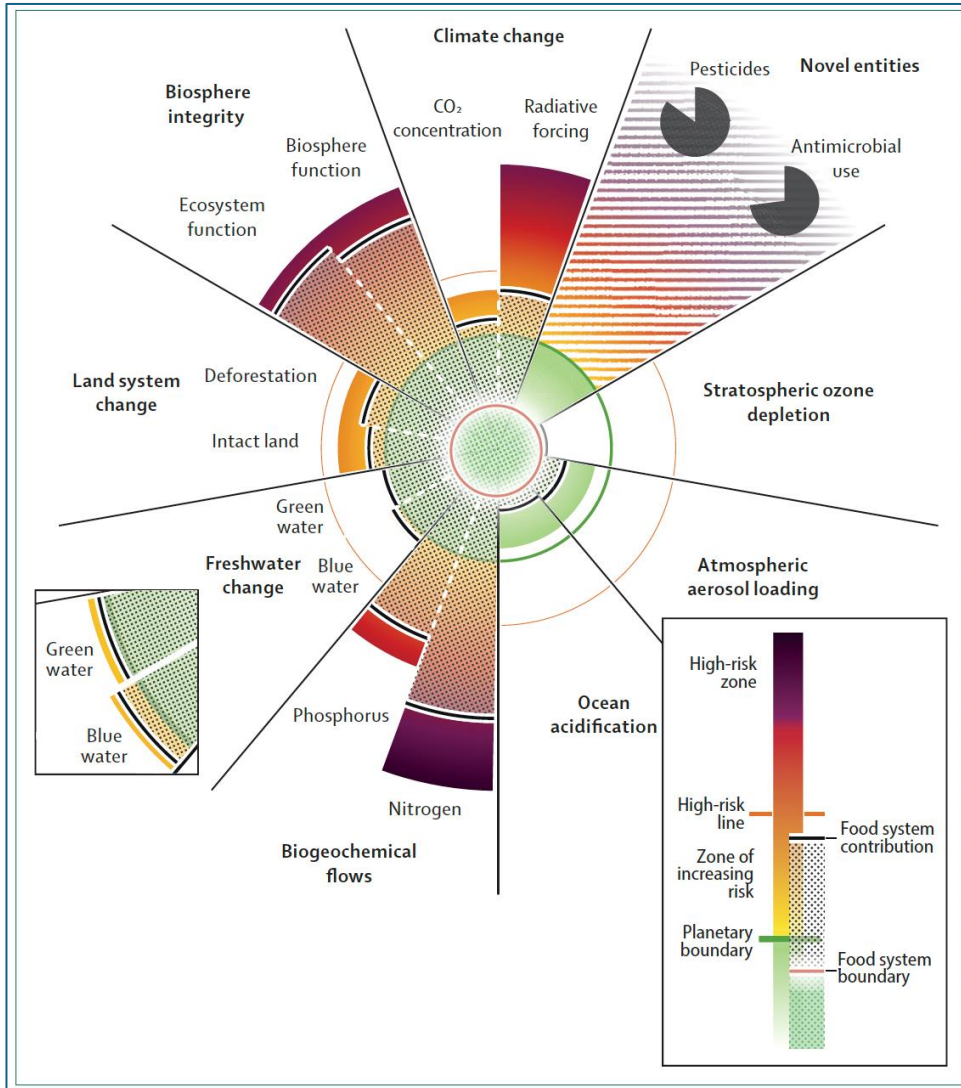
# La découverte de l'ampleur des coûts cachés ne fait que commencer

Chaque nouvelle étude tend à montrer que la partie immergée de l'iceberg est vaste

**The EAT–Lancet Commission on healthy, sustainable, and just food systems (Rockström et al, Septembre 2025)**

Estimation de l'impact de l'alimentation sur les limites planétaires

- 1. L'alimentation est à l'origine de cinq transgressions des limites planétaires, notamment le changement du système terrestre, l'intégrité de la biosphère, le changement de l'eau douce, les flux biogéochimiques et environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique.**
- 2. Aucune solution sûre aux crises climatiques et de biodiversité n'est possible sans une transformation mondiale des systèmes alimentaires**
- 3. L'alimentation des 30 % les plus riches contribue à plus de 70 % des pressions environnementales**



# Recommandations

1. (Aux décideurs publics et acteurs des secteurs concernés) : **S'intéresser de près à la SSA et ses scénarios de mise en œuvre**
2. (Aux promoteurs de la SSA) **Investir dans la création d'une connaissance indépendante plus robuste sur le fonctionnement des filières agro-alimentaires**
3. **Développer des choix collectifs**
  - Processus participatifs pour définir le scénario global
  - Eprouver tout scénario à la lumière de ses impacts sur les plus précarisés
  - Définir ce qu'est une alimentation saine : nourrir la discussion par l'expérience de la sécurité sociale (ce qui est remboursé ou pas).
  - Dynamiser la discussion sur les prix justes par des références actuelles et historiques sur les mécanismes de maîtrise des prix
  - Mettre les enjeux de transition agricoles en discussion avec experts et acteurs de terrain (1,5 MHa à transitionner pour produire les aliments SSA → profondes modifications du paysage et de l'économie agricole)
  - Des politiques publiques peuvent faciliter la réussite de la SSA (ex : RTT -> permet d'avoir du temps pour cuisiner)
4. Réforme de la PAC reste nécessaire

# Pour aller plus loin



**Vers une Sécurité sociale de l'alimentation en Belgique :  
Modélisation prospective économique et organisationnelle**

Rapport à FIAN Belgique  
Frédéric Chomé et Gaëtan Vanloqueren  
2024

Table des matières

<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b> .....	3
<b>INTRODUCTION</b> .....	7
<b>1. METTRE EN ŒUVRE UNE SSA : ESQUISSES DE SCENARII</b> .....	9
1.1. CONSTRUCTION D'UN SCENARIO DE SSA.....	9
1.2. SCENARII POSSIBLES.....	11
A. Le scénario « <i>CreoSSA – réseau de magasins licenciés</i> ».....	11
B. Le scénario « <i>L'agence</i> ».....	14
<b>2. INTERPRÉTATION DES CARACTÉRISTIQUES DE LA SSA EN VUE D'UNE MODÉLISATION ÉCONOMIQUE</b> ..	19
2.1. ÉTABLIR LES PREMIERS ORDRES DE GRANDEUR NÉCESSAIRES.....	19
A. <i>Le budget alimentaire des ménages et le budget nécessaire pour une SSA universelle</i> .....	19
B. <i>La superficie agricole disponible localement</i> .....	20
2.2. QUALIFIER CE QU'EST UNE ALIMENTATION Saine ET QUANTIFIER LA SURFACE NÉCESSAIRE POUR LA PRODUIRE LOCALEMENT.....	21
A. <i>Définition des aliments éligibles et exclus dans le modèle SSA</i> .....	21
B. <i>Estimation quantitative des besoins alimentaires futurs de la SSA</i> .....	23
2.3. GARANTIR UNE JUSTE RÉMUNÉRATION AUX PRODUCTEURS PAR UNE RECOMPOSITION DES CHAÎNES DE VALEUR.....	26
<b>3. MODÉLISATION D'UNE MISE EN ŒUVRE DE LA SSA SUR 16 ANS</b> .....	32
3.1. LES PUBLICS CIBLES (VERS UNE COUVERTURE UNIVERSELLE).....	32
3.2. LA CONVERSION GRADUELLE DE TERRES LOCALES CONVERTIES EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET AGROÉCOLOGIQUES... 33	33
3.3. L'ENTRÉE PROGRESSIVE DES BÉNÉFICIAIRES JUSQU'À LA COUVERTURE UNIVERSELLE.....	35
3.4. COÛTS DE MISE EN ŒUVRE.....	35
<b>4. FINANCEMENT DE LA SSA ET RENTABILITÉ</b> .....	38
4.1. SOURCES DE FINANCEMENTS POSSIBLES.....	38
4.2. SCÉNARIO DE FINANCEMENT MIXTE PROPOSÉ (SANS COTISATIONS TRAVAILLEURS).....	41
4.3. SCÉNARIO DE FINANCEMENT MIXTE ALTERNATIF (AVEC COTISATIONS TRAVAILLEURS).....	43
<b>5. PRÉCAUTIONS POUR LE DÉPLOIEMENT D'UNE SSA EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE</b> .....	47
<b>6. DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS</b> .....	49
<b>ANNEXE : ESTIMATION DES COÛTS CACHÉS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DE L'ALIMENTATION CONSOMMÉE EN BELGIQUE</b> .....	52
6.1. COÛT ALIMENTAIRES.....	53
6.2. EXTERNALITÉS ENVIRONNEMENTALES.....	53
6.3. EXTERNALITÉS SOCIALES ET SANITAIRES.....	54
6.4. COÛTS ÉCONOMIQUES CACHÉS LIÉS À L'ALIMENTATION.....	55
6.5. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS CACHÉS DE L'ALIMENTATION EN BELGIQUE : 95.267 M€.....	58

1

# Annexes

# Dépenses alimentaires en Belgique : La demande

Dépenses des ménages	Eur/ménage.an		Eur/pers.jour
Dépenses alimentaires	15.075	13%	5,09
Dépenses boissons NA	535	1%	0,64
Dépenses boissons alcoolisées	566	1%	0,68
Dépenses Restauration	2.059	5%	2,47
Dépenses boissons sans restauration	250	1%	0,30
<b>TOTAL Alimentaire</b>	<b>18.485</b>	<b>21%</b>	<b>10,18</b>
total sans RHD	15.176	15%	7,41

EBM 2022 : <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/budget-des-menages#figures>

- Total des dépenses alimentaires en Belgique : **43,481 Md€**
  - Dont **31,88 Md€** hors restauration (en commerces)
- Taux de couverture de la SSA
  - La SSA représente en moyenne par habitant: **4,5 eur /pers.jour**
  - Soit  $4,5 / 10,18 = 44\%$  des dépenses alimentaires
  - Ou **62% des achats alimentaires** hors restauration et cafés
- Montant Distribué par la SSA en Belgique : **19,216 Md€**

# Estimations des coûts et externalités pour la Belgique : Méthodologie

- **Objectif** : estimer le coût et les externalités négatives liées à la production/consommation alimentaire Belge sur base de données disponibles
- 2 types d'externalités analysées
  - Environnemental
    - GES; Erosion des sols ; Pertes de Biodiversité ; Pollution de l'eau
    - **Non pris en compte** : Déforestation importée, usage des sols , GES et pollution dues à l'importation
  - Social et Sanitaire
    - Obésité liée à comportements alimentaires, Perturbateurs endocriniens attribuables aux pesticides : absentéisme lié à l'obésité ; impacts santé liés à la pollution de l'air
    - Non pris en compte : Absentéisme liés à d'autres facteurs liés à l'alimentation, décès prématurés dus à d'autres facteurs ; Absentéisme dûs aux conditions de travail dans la chaîne de production alimentaire
- + Coûts Economiques liés à l'alimentation
  - Aides directes aux Agriculteurs et aux entreprises de la chaîne agroalimentaire, Subsidés aux énergies fossiles, coût de l'aide alimentaire, Gaspillage alimentaire Evasion fiscale des entreprises de la chaîne agroalimentaire, Fraude fiscale des entreprises de la chaîne agroalimentaire (travail au noir)

# I. Externalités pour la Belgique : Environnement **18 041 M€**

- **Emissions de GES : 27 515 ktCO<sub>2</sub>e x 275 eur = 7 567 M€**

	tCO <sub>2</sub> e	% Alim dans secteur	% Chaîne Alim
Agriculture	11.590		1.590
Industrie Énergie (production électrique)	12.565	0	1.885
Industrie Combustion	18.501	0	5.550
Transport	24.187	0	7.256
Chauffage Bâtiment Tertiaire	4.938	0	1.235
TOTAL	103.000		27.516

- **Erosion des sols : 600 ktCO<sub>2</sub>e x 250 € = 165 M€**

- 9 t de terres perdues / ha.an à 13 gC/ kg de Terre, soit 12 Mt de terres lessivées et 600 000 tCO<sub>2</sub>e perdues

- **Pertes de biodiversité 1 458 M€**

- Dépenses publiques pour la biodiversité : 855 M€
- Dépenses complémentaires manquantes : 603 M€ selon WWF (coût d'une bonne politique pour la Biodiversité)

- **Pollution des eaux par les Nitrates : 9 554 M€**

- 830 eur / hab.an selon Générations futures en France

## II. Externalités pour la Belgique : Social et sanitaire **31 625 M€**

### • **Pollution de l'air 3 650 M€**

- 18 000 M€ de coût de pollution de l'air en Belgique
- Selon Générations futures l'agriculture est responsable de l'émission de 20% des PM10, de 9% des PM2.5 et de 97% du NH3
- À quoi il faut rajouter l'impact de la chaîne de transformation distribution
- A supposer que l'agriculture est responsable de 15% : 2700 M€ (*conforme aux impacts énergétiques*)
- Si 25% = 4500 M€ (*plus proche des impacts GES*)

### • **Perturbateurs endocriniens (pesticides) 4 030 M€**

- 157 000 M€ de coûts attribuables aux pesticides en Europe (non pris en compte par OMS)
- Est une valeur médiane datant de 2015, probablement sous-estimée
- *Ramenée par habitant en Belgique cela représente un peu plus de 4 Md€*

### • **Obésité (liée aux comportements alimentaires) 4 500 M€**

- Etude Sciansano sur le coût des maladies liées à l'obésité : 3 300 M€ pour INAMI Et 1 200 M€ d'absentéisme

### • **Impacts sur la sécurité sociale 27 595 M€**

- Le budget de la Sécu en Belgique est de 44,6 Md€ pour maladie et de 14,3 Md€ pour invalidité.
- Les seules études publiées à ce jour sont celles de Sciansano qui parlent de 4300 M€ de coûts de l'obésité, dont 3300 à charge de l'inami et 1200 en absentéisme
- 30% des décès seraient dûs à des facteurs de risque alimentaire
- Pour ce Segment, nous reprenons les estimations de la FAO → **27 595 M€**

### III. Coûts économiques pour la Belgique :

**36 652 M€**

- **Subsides aux énergies fossiles** **1 849 M€**
  - 12 900 M€ de subsides publics aux énergies fossiles
  - Le secteur alimentaire représente 14,3% de l'énergie consommée dans le Pays
- **Subsides à l'agriculture (fonds européens) :** **785 M€**
- **Aides économiques aux entreprises :** **4 373 M€**
  - Total des aides reçues par les entreprises selon étude CSC & KUL : 10 889 M€ en aides à l'emploi et économiques directes et 10 722 M€ en aides fiscales.
  - Répartition sur base de l'emploi dans les différents secteurs selon les statistiques COMEOS et FEVIA. Clé de 20,25% pour l'emploi agroalimentaire en Belgique.
- **Coûts globaux de l'aide alimentaire :** **1 170 M€**
  - Selon étude Factor-X pour FDSS
- **Gaspillage alimentaire :** **12 107 M€**
  - Fortes variations de valorisation de la nourriture produite non achetée, non vendue, voir non consommée (le prix augmente au fur et à mesure que l'on se rapproche du consommateur)
  - Entre 1 et 5 eur / kg → on prend 3 eur/kg et 345 kg /belge.an soit 1035 eur/belge.an
- **Fraude fiscale** **7 500 M€**
  - La fraude fiscale représente environ 30 000 M€ par an en Belgique
  - 25% des plus grandes entreprises du BEL20 alternatif (Gresea) appartiennent au secteur Alimentaire et distribution
  - Nous appliquons un taux forfaitaire de 25% au 30 000 M€ minimalistes – 7 500 M€
- **Travail au noir** **2 565 M€**
  - Le Travail au noir est évalué entre 4% du PIB, soit 18 Md€/an (BNB) et 15% du Pib, soit 83 Md€ (FMI)
  - 67% des établissements Horeca contrôlés sont positifs pour le travail au noir
  - 14,25% des emplois belges sont dans le secteur de la distribution alimentaire et de l'Horeca
  - 14,25% x 18 000 = 2 565 M€ par an (*jusqu'à 10 000 M€ par an*)
- **Evasion Fiscale Légale (paradis fiscaux) : 6 303 M€**
  - En 2020 les entreprises Belges ont envoyé légalement plus de 382 Md€ vers les paradis fiscaux (plus de 73% de notre PIB)
  - 80% des échanges sont le fait de groupes financiers, restent donc 20% à se répartir entre les entreprises non financières.
  - Dans le BEL20 alternatif on a 25% d'acteurs agroalimentaires → 25% x 20% = 5% des flux attribuables au secteur agroalimentaire = 19 100 M€
  - Moyennant un taux de taxation de 33%, le manque à gagner est de 6 303 M€

# Résultats pour la Belgique :

- Près de 100 Md€ de coûts et d'externalités négatives
- 2,2 euros d'externalité pour 1 euro d'achat
- 100% des externalités sont « payées » par les Belges (pas d'effet importations)
- L'Etat est le premier concerné

## 95 267 M€

	M€
Ventes alimentaires en Belgique	57.709
Dépense des ménages	3.482
Subsides aux énergies fossiles Secteur Agricole	1.849
Subsides Agriculture de l'Europe	785
Aides économiques au Secteur IAA et Distribution	4.373
Coût de l'aide alimentaire	1.170
Gaspiillage alimentaire	2.107
Evasion fiscale estimées Entreprises Agroalim	6.303
Fraude fiscale estimée dans la chaîne alimentaire	0.211
Externalités Environnementales	8.744
Dépenses de Santé liées à l'obésité	3.300
Absence de travail due à l'obésité	1.200
Impacts Santé liés à la pollution de l'air	3.600
Impacts Santé liés aux perturbateurs endocriniens attribuables aux pesticides	4.030
Autres impacts Santé repris de la FAO	7.595
<b>TOTAL des Externalités et des Impacts</b>	<b>95.267</b>

Coûts cachés de l'alimentation en Belgique	M€	%
Eco Gaspiillage & aide alimentaire	3.277	14%
Eco Impôts et subsides	7.007	7%
Eco Perte de revenus pour Pouvoirs publics	6.514	17%
Environnement	8.744	20%
Santé / Social	39.725	42%
<b>TOTAL</b>	<b>95.267</b>	

Même sans les impacts économiques, le ratio est de 1,35 € d'externalité par € d'achat alimentaire pour 58,6 Md€ au total

# Résultats

Sources de financement de la SSA (k€)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 15	Année 16
Nouvelles contributions sociales employeurs privés	1.057.340	2.114.679	3.172.019	5.286.698	5.286.698
Nouvelles contributions sociales employeurs publics	275.537	551.074	826.611	1.377.686	1.377.686
Taxe capital financier	70.050	1.540.100	2.310.150	6.160.400	6.160.400
Taxe malbouffe	403.068	781.458	1.147.510	2.467.763	2.467.763
Subsides énergie fossiles		5.470	2.450	1.849.000	1.849.000
Fraude et évasion fiscale		165.140	330.280	4.954.200	4.954.200
<b>TOTAL k€</b>	<b>2.505.995</b>	<b>5.207.922</b>	<b>7.879.020</b>	<b>22.095.747</b>	<b>22.095.747</b>
Coût de mise en œuvre global de la SSA	939.115	1.852.659	2.662.437	21.022.849	21.643.919
Bénéfice annuel (+) ou perte (-) pour l'Etat	1.566.880	3.355.263	5.216.583	1.072.897	451.827
Différentiel cumulé pour l'Etat	1.566.880	4.922.143	10.138.725	7.114.322	7.566.149

# Résultats

Sources de financement de la SSA (k€)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 15	Année 16
Payé par les Employeurs privés	1.057.340	2.114.679	3.172.019	5.286.698	5.286.698
Payé par les Employeurs publics	275.537	551.074	826.611	1.377.686	1.377.686
Payé par les Consommateurs	403.068	781.458	1.147.510	2.467.763	2.467.763
Payé par les Actionnaires (citoyens)	70.050	1.540.100	2.310.150	6.160.400	6.160.400
Réduction des coûts pour l'Etat		5.470	2.450	1.849.000	1.849.000
Revenu additionnel pour l'Etat		65.140	330.280	4.954.200	4.954.200
<b>Bilan net pour l'Etat avant excédent</b>	<b>(275.537)</b>	<b>(330.464)</b>	<b>(403.881)</b>	<b>5.425.514</b>	<b>5.425.514</b>
Payé par les Employeurs privés	42%	41%	40%	24%	24%
Payé par l'Etat (employeur)	11%	11%	10%	6%	6%
Payé par les Actionnaires	31%	30%	29%	28%	28%
Payé par les Consommateurs	16%	15%	15%	11%	11%
Réduction des coûts pour l'Etat	0%	1%	1%	8%	8%
Revenu additionnel pour l'Etat	0%	3%	4%	22%	22%